

DOSSIER DE PRESSE

27/01/2021

Université Afterres2050 Dialogue de prospectives



Introduction – p. 2

Afterres2050 – Une démarche collaborative – pp. 3-4

La place de l'assiette dans les politiques publiques – p.5

L'évolution de l'élevage – p.6

Méthanisation et agroécologie – p.7

Stockage carbone, une impérieuse nécessité – p.8

La contribution des forêts et de la filière bois – p.9

Solagro en deux mots – p.10

Introduction

Quel avenir pour l'agriculture, la forêt, l'alimentation, au regard des défis du climat et de l'environnement en France et au-delà ?

Les défis qui s'imposent à nous sont de taille : ralentir la course du dérèglement climatique (évolution des températures, augmentation des phénomènes extrêmes), remplacer le carbone fossile, faire face à la stagnation des rendements et à la perte des terres agricoles, lutter contre les pollutions (eau, air, sol) et la perte de biodiversité mais aussi satisfaire les besoins alimentaires d'une population plus nombreuse et préserver sa santé.

Les incertitudes et les aléas s'accroissent.

Les politiques publiques mises en œuvre au niveau national, européen et dans les autres régions du monde auront des impacts majeurs sur les évolutions à venir.

Green deal européen, plans de relance des différents pays, Politique agricole commune (PAC) en cours de définition, projet de loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets issu des propositions de la convention citoyenne pour le climat Nous mettront-ils sur les trajectoires voulues pour atteindre la neutralité carbone au milieu du siècle, contenir les émissions pour que l'élévation de température ne dépasse pas 1,5 ou 2°C en préservant la santé des humains et de la biosphère ?

Pour en juger et/ ou pour éclairer les choix, il convient tout d'abord de définir les trajectoires possibles, c'est la démarche prospective et de se mettre d'accord sur les arbitrages réalistes, socialement acceptables, qui permettront de répondre le mieux possible aux différents enjeux parfois contradictoires par la construction de scénarios.

Suivant les porteurs, les objectifs poursuivis, les valeurs et visions partagées les scénarios poursuivant a priori un même objectif peuvent être très contrastés.

L'objectif de l'Université Afterres2050, organisée du 2 au 4 février 2021 en partenariat avec l'IDDRI est de :

- Faciliter le décryptage des différents scénarios, identifier les convergences et les différences, comprendre les partis-pris
- Éclairer quelques-uns des sujets de divergence, de controverse ou de mise en œuvre difficile
- Favoriser les rencontres et échanges fertiles entre acteurs d'horizons différents : chercheurs, agriculteurs, collectivités, institutionnels, ONG, ou simples citoyens soucieux de bien s'approprier les enjeux, d'identifier les points délicats, de partager les questions de recherche, de choisir les trajectoires qui leur paraîtront les plus adaptées et de proposer ou soutenir les politiques publiques correspondant à ces visions.

Afterres2050 une démarche collaborative

Afterres2050, dès 2011, résulte d'une démarche collaborative pour laquelle agriculteurs, scientifiques, institutions, collectivités, citoyens sont impliqués. L'ouverture est dans l'ADN de ce projet.

Une approche systémique

Afterres2050 s'intéresse au système alimentaire dans son ensemble, du champ à l'assiette, dans une approche systémique qui relie nutrition, alimentation, agriculture et environnement. Il s'agit d'une exploration des possibles pour s'adapter aux défis climatiques, agricoles et alimentaires d'ici 2050. L'objet de cette Université Afterres2050, organisée par Solagro en partenariat avec l'IDDRI, est notamment de rassembler les experts de nombreuses disciplines : énergéticiens, agronomes, sociologues, climatologues, nutritionnistes... pour confronter les scénarios et alimenter le débat national aux enjeux multiples.

Une expertise chiffrée

Il ne suffit pas de dire que c'est faisable, encore faut-il le prouver.

L'expertise scientifique, les données chiffrées, les plus objectives possibles, les résultats d'expérimentations et les témoignages d'acteurs constituent le socle du travail de Solagro depuis 40 ans. La somme de tous ces savoirs a permis de construire le scénario Afterres2050,

Le scénario Afterres2050 est élaboré à partir d'un calculateur, MoSUT qui mesure des flux physiques et des impacts chiffrés (GES, énergie, bilan d'azote, IFT, besoin en eau pour l'irrigation). Il met en correspondance les besoins (alimentaires, énergétiques) et les surfaces disponibles, en intégrant les changements démographiques, climatiques, de rendements... Parmi les options possibles, il privilégie les voies qui s'appuient sur le déploiement progressif de ce qui se fait de mieux en matière d'agroécologie et l'élargissement des changements de comportements alimentaires déjà à l'œuvre.

« De toutes les modélisations que nous avons faites, Afterres2050 est le compromis d'hypothèses qui nous a paru le plus cohérent, le plus réaliste et le plus soutenable, il n'est pas le seul envisageable, l'objectif est d'ouvrir le débat »

Christian Couturier, Directeur de Solagro.

Une démarche interrogée par d'autres exercices prospectifs

Si en 2011, les scénarios de prospective agricole et alimentaire étaient peu nombreux, et Afterres2050 figurait parmi les précurseurs, ils se sont depuis multipliés, à différentes échelles. Un nombre croissant d'organisations (ONG, Think Tank, instituts de recherche, organismes publics ou parapublics...) ressentent le besoin de construire des feuilles de route pour calibrer les actions à mener afin d'atteindre plusieurs objectifs à la fois : neutralité climatique, zéro perte nette de biodiversité, zéro artificialisation nette...

Tous ces scénarios mobilisent des jeux d'hypothèses techniques d'une part, et sociétales d'autre part, avec des niveaux d'ambition et des degrés de vraisemblance contrastés. Certains scénarios sont prudents sur le plan technologique et audacieux sur le plan sociétal ; et d'autres privilégient l'inverse.

Dans le scénario du Conseil danois de l'agriculture par exemple, l'intensification technologique semble la voie à suivre alors que dans les scénarios Future Nordic Diet, Tyfa, Afterres2050 et d'autres... les changements de comportements vers plus de sobriété et le développement de l'agroécologie notamment révèlent toute leur importance.

Les scénarios Afterres2050 et Tyfa se retrouvent également dans une approche très systémique et intégrée quand d'autres préfèrent une lecture plus sectorielle (comme le scénario de la National Farmer's Union). La cohérence d'ensemble semble pourtant essentielle pour imbriquer toutes les pièces du puzzle : modes de productions végétales, types d'élevage, devenir de la forêt, rôle des bioénergies, demande alimentaire, évolution des exportations et importations...

Une démarche au service des transitions

L'Université Afterres2050 propose le décryptage de 12 scénarios prospectifs, de leurs intentions stratégiques, de la nature des changements proposés, en éprouvant leur robustesse. Ils offrent un panorama assez large de l'ensemble des possibles pour éclairer les décisions de politiques publiques qui seront prises. Car ce qui compte, c'est l'usage qui est fait de ces scénarios.

Certains sont destinés à **explorer les possibles** et borner l'espace du débat public, d'autres à **dialoguer avec des secteurs qui ont des difficultés à engager des mutations profondes**. D'autres encore visent à **explicitier et à contextualiser les politiques publiques**. C'est le cas de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) en France, pilotée par le ministère de la transition écologique. Elle détermine la place que chaque secteur économique doit tenir dans une stratégie de neutralité climatique. Elle assigne par exemple un objectif de division par 2 des émissions de gaz à effet de serre pour l'agriculture quand le facteur est de 6 ou 8 pour le bâtiment ou les transports.

Les scénarios comme celui d'Afterres2050 peuvent inspirer les territoires. Ils permettent d'engager un dialogue constructif entre les principales parties prenantes et de dessiner ensemble, localement, une trajectoire à suivre pour l'agriculture et l'alimentation.

L'approfondissement de points de controverses

- Transition du système alimentaire : quelle place pour l'**assiette** dans les politiques publiques?
- Comment réfléchir aux évolutions de l'**élevage** et à sa place dans les systèmes de production ?
- Quelles sont les conditions d'un développement agroécologique de la **méthanisation** ?
- **Stocker le carbone**, une impérieuse nécessité : opportunités et limites des différents processus
- Quelle contribution des forêts et de la filière **bois** à la transition écologique ?

La place de l'assiette dans les politiques publiques

[Voir la vidéo](#)

Autonomie alimentaire, résilience, reterritorialisation... L'alimentation est plus que jamais au cœur des préoccupations sociétales. Et la crise de la COVID a encore accéléré cette prise de conscience. Les changements de comportements ont commencé à s'amorcer.

L'intérêt des régimes plus végétalisés et biologiques sur la santé et sur l'environnement est aujourd'hui scientifiquement reconnu. Des articles scientifiques¹, dont un récent paru dans *Nature Sustainability*, se prononcent sur la non-soutenabilité des régimes trop carnés, trop riches en protéines animales.

Les nouvelles recommandations du Plan national Nutrition Santé (PNNS) reprennent ces mêmes éléments.

Le projet Bionutrinet Santé mené par un consortium pluridisciplinaire de l'INSERM, l'INRA, l'ITAB et de Solagro en atteste :

« Plus les consommateurs mangent « bio », plus leur alimentation est végétale, plus ils préservent les ressources et le climat, et leur santé. »

Philippe Pointereau, Directeur adjoint de Solagro

En plus des bénéfices en matière de santé publique (moins de surpoids et moins de risques cardiovasculaires), les résultats confirment que l'alimentation plus bio et végétale nécessite moins d'espace (d'un quart) qu'une alimentation conventionnelle, qu'elle émet moins de gaz à effet de serre (d'un tiers), qu'elle mobilise moins d'énergie à la « ferme » (un tiers).

La transition alimentaire est un des moteurs incontournable des transitions climatique et agroécologique. Engager l'assiette dans le débat, lui faire une place dans les politiques publiques est essentiel. Les apports d'Olivier Lepiller, sociologue au CIRAD de Montpellier, permettent d'identifier les difficultés à penser l'assiette politiquement. Benoît Granier du Réseau Action Climat point quant-à-lui les facteurs de blocage institutionnels, culturels et philosophiques. Les exemples mis en place dans certains territoires, comme à Rennes, permettent d'envisager des pistes d'évolutions.

Dans le prolongement des tendances actuelles, le scénario Afetrres2050 a calculé qu'il suffirait d'inverser la répartition entre protéines animales et végétales, soit 60% de protéines végétale, en développant les légumineuses, pour 40% de protéines animales.

La place de l'élevage dans les systèmes de production fait l'objet de débats.

¹ « Sustainability analysis of French dietary guidelines using multiple criteria », *Nature Sustainability*, 2020 / Le Revers de notre assiette, 2019, Solagro

L'évolution de l'élevage

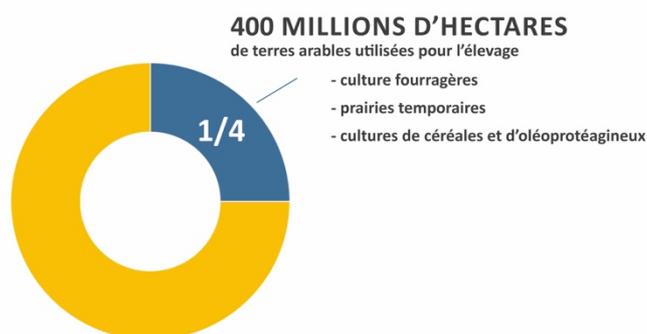
[Voir la vidéo](#)

Le devenir de nos élevages est fortement questionné. Les difficultés économiques et de transmission des exploitations existantes, la baisse de la consommation de viande et de lait, la montée des préoccupations concernant le bien-être animal sont des réalités avec lesquelles il faut composer.

La question est de savoir quelle place doit prendre l'élevage dans les systèmes de production ; comment et dans quelle proportion le réduire car il existe un consensus assez large sur la nécessité de réduire la consommation de produits animaux dans des pays comme la France.

En matière d'occupation des sols, plus du quart des terres arables de la planète sont utilisées pour nourrir les animaux d'élevage².

La concurrence entre alimentation des animaux et alimentation humaine est une question essentielle dans l'équation pour rééquilibrer les productions sur la surface agricole utile de la France et mettre en adéquation ce que nous produisons et ce dont nous avons besoin.



« Si on regarde dans le détail l'alimentation des ruminants en France, on arrive au constat qu'on utilise 40% des terres arables pour les nourrir. Les terres arables, à la différence des prairies permanentes naturelles, sont des terres sur lesquelles on peut faire pousser des grains potentiellement. Donc leur utilisation fourragère entre bien en concurrence avec l'alimentation humaine. »

Christian Couturier, Directeur de Solagro

Face à la diversité des situations, **les solutions de mutation doivent être étudiées pour chaque modèle d'élevage**, sans les opposer entre eux, en intégrant des réflexions non seulement sur le climat mais en prenant également en compte la préservation de la biodiversité ou l'intégration socio-économique.

En ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre, si le périmètre pris en compte dans les études n'est pas toujours le même, on retrouve des proportions équivalentes où l'élevage représente 70% des émissions directes de l'agriculture en France et plus de 85% en ajoutant les émissions indirectes. Elles doivent être réduites et ne sont pas imputables à un modèle plutôt qu'un autre, élevage industriel ou élevage à l'herbe.

La question de la fertilité des sols n'est quant-à-elle pas directement liée à l'élevage, les animaux ne fabriquant ni azote ni matière organique. Que ce soit pour la fertilité des sols ou l'apport de protéines dans les assiettes, les **légumineuses** ont tout leur rôle à jouer.³

Aux défenseurs de scénarios proposant **le remplacement des prairies par les forêts** et de fortes diminutions des élevages bovins, il convient aussi opposer le rôle des prairies dans la préservation des paysages, de la biodiversité, de l'attractivité des territoires. Un équilibre reste à trouver.

² COUTURIER C., COUTURIER A., DECONCHAT M., DURU M., MALAFOSSE F., Février 2021, « Comment réfléchir à la place de l'élevage face aux enjeux actuels ? » - Solagro

³ Pulse Fiction, Pour une transition agricole et alimentaire durable – 2019 - WWF / Solagro

Méthanisation et agroécologie

[Voir la vidéo](#)

« Pour atteindre les objectifs de neutralité carbone en 2050, il est nécessaire de réduire les consommations et de mobiliser au mieux le potentiel en énergies renouvelables de chaque territoire. »

Un exercice prospectif, conduit par Solagro et ses partenaires pour l'Ademe en 2018, a montré que l'approvisionnement en gaz 100% renouvelable en 2050 était possible, moyennant une réduction significative des consommations et une exploitation ambitieuse mais durable de voies complémentaires de valorisation des ressources, notamment la méthanisation. La trajectoire décrite dans les scénarios négaWatt et Afterres2050 propose une réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre entre 2017 et 2050 et la production de bioénergies permettrait de répondre à plus du tiers de la consommation globale d'énergie.

« Capter l'énergie produite par la biomasse est essentiel pour opérer la transition écologique. La méthanisation est un formidable outil énergétique mais également agronomique car dans bien des cas, elle permet de faire évoluer les systèmes agricoles vers des pratiques agroécologiques. »

Jérémie Priarollo, Responsable de l'activité méthanisation à Solagro

En effet, la méthanisation doit s'adosser à un projet d'exploitation agroécologique pour intégrer l'ensemble des axes de développement : optimisation et équilibre des flux de nutriments, réduction des engrais chimiques, préservation des ressources naturelles et des services écosystémiques (stockage de carbone, la réduction des gaz à effet de serre et la substitution d'énergies fossiles)... Le programme MéthaLae témoigne des bénéfices agronomiques et environnementaux du développement agroécologique de la méthanisation

Avec la mise en place d'un méthaniseur, l'introduction de cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) entraîne une modification de l'ensemble des pratiques et des rotations. Elles permettent de lutter contre l'érosion, de réduire la pression des adventices, de capter les reliquats d'azote, de stocker plus de carbone dans le sol.

La Loi française limite les cultures dédiées à 15% de l'alimentation d'un méthaniseur et l'intérêt économique reste faible, continuant ainsi de privilégier les productions à usage alimentaire.

Pour que la méthanisation se développe dans les meilleures conditions, les collectivités territoriales : régions, syndicats départementaux... jouent un rôle important, dans la défense d'une vision de l'agriculture et de l'énergie, dans l'accompagnement des projets et de mise en place d'infrastructures comme des canalisations pour collecter le biométhane sur le territoire. Les dispositifs territoriaux permettent un maillage concerté et cohérent, en adéquation avec le potentiel des territoires, en évitant les concurrences nuisibles entre les projets.

En cas de défaillances, de pollutions ou de nuisances, l'administration doit elle-aussi jouer son rôle et disposer des moyens nécessaires pour faire respecter les règles, aussi bien dans la construction que dans l'exploitation des unités de méthanisation. La mise en place de dispositifs de qualité, comme le label Qualimétha® doivent y aider.

Dans les débats actuels, la baisse brutale du tarif de rachat du biométhane prévu à travers la programmation pluriannuelle de l'énergie risque d'encourager la standardisation des installations, privilégiant les développeurs et industriels au détriment des agriculteurs et collectivités locales.

La question de la méthanisation est largement documentée sur le site www.infométha.org, site de référence des données scientifiques des 20 dernières années.

Le stockage du carbone, une impérieuse nécessité

[Voir la vidéo](#)

« Le respect de l'**Accord de Paris** impose de parvenir, dans la seconde moitié du siècle, à la neutralité des émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité humaine. Cela suppose de baisser fortement nos émissions de gaz à effet de serre et d'être, dans le même temps, en capacité de stocker annuellement l'équivalent carbone de tout ce que l'on émettra encore. »

Madeleine Charru, Déléguée aux partenariats à Solagro

Selon le rapport du GIEC, un réchauffement moyen limité à 1,5°C suppose de **ramener rapidement à zéro les émissions liées aux énergies fossiles** et de **réaliser des émissions négatives** pour compenser les émissions qui ne peuvent pas être évitées, celles liées à la production alimentaire, à certains secteurs de l'industrie lourde et au transport aérien.

Les **quatre leviers** pour limiter la hausse des températures concernent : la **baisse de la demande énergétique, la substitution des énergies fossiles, l'entretien et le développement des puits naturels de stockage de carbone et l'utilisation de solutions technologiques.**

Certains scénarios privilégient la sobriété à différents degrés de réduction des consommations, et de couverture par la production d'énergies renouvelables. Mais si la consommation énergétique mondiale n'est pas maîtrisée, d'autres scénarios privilégient le recours massif au nucléaire, aux bioénergies et aux technologies de capture de carbone. L'action sur la demande énergétique est donc essentielle dans la définition de la trajectoire à suivre.

Les leviers naturels

Le potentiel des **puits naturel de stockage carbone** dans les océans, les forêts, les prairies, les sols est limité. Les **forêts et les océans** représentent aujourd'hui plus de 50% du stockage de carbone. Il est essentiel de maintenir ces écosystèmes, leur bon fonctionnement et surtout de **limiter les phénomènes de déstockage**. En effet, les puits naturels peuvent se transformer en sources de carbone, comme dans les cas de déforestation. Nos comportements alimentaires sont encore au cœur de cette réflexion, la déforestation étant en grande partie liée à la production de soja importé en Europe, nécessaire pour l'alimentation des animaux pour notre consommation de viande et de laitage.

Du côté des sols agricoles, il est possible d'augmenter leur effet « puits de carbone » mais surtout de limiter les phénomènes de déstockage (liés au retournement des prairies, à l'artificialisation des terres et à la perte de matière organique des sols) et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture.

La **production de biomatériaux et des bioénergies** (comme le bois) peut aussi jouer un effet de substitution des énergies fossiles. En France, la filière forêt bois dans son ensemble absorbe l'équivalent du quart des émissions nationales de gaz à effet de serre. Le débat s'oriente sur la place accordée à ces différentes orientations.

Les leviers technologiques

Il existe un éventail de solutions techniques de capture et de séquestration du carbone pour réaliser des émissions négatives. Pour les évaluer, il convient de considérer l'ensemble du cycle en se posant la question du coût et de la durabilité des solutions :

- Étape 1 : Aller chercher le carbone dans la biomasse, dans l'air, dans l'eau de mer ;
- Étape 2 : Transformer ce carbone en utilisant des technologies telles que la pyrolyse (de la biomasse ou de l'hydrogène), les DAC (absorption directe de carbone de l'air), les BECCS (avec extraction de la bioénergie de la biomasse)
- Étape 3 : Stocker le carbone sous forme solide, gazeuse ou organique.

L'état des connaissances et les recherches de technologies continuent de se développer. Mais la priorité reste la baisse drastique des émissions, également mise en valeur dans la Stratégie Nationale Bas Carbone.

La contribution des forêts et de la filière bois

[Voir la vidéo](#)

La forêt rend énormément de **services** à notre société, autant dans sa dimension **éco-systémique**, de **puits de carbone** et de **réservoir de biodiversité**, qu'**économique** en fournissant des **produits bois** pour la **construction, l'industrie ou l'énergie**, ou encore **d'espace récréatif**, de **ressource paysagère**... Mais l'évolution de la forêt et de la filière bois suscite de nombreuses questions.

Par exemple, la dynamique de développement très rapide de l'usage de granulés ou de plaquettes pour des chaufferies et centrales biomasse interroge sur les risques que représente l'exploitation du bois énergie sur nos forêts. Les prélèvements de bois par des entreprises de travaux forestiers déclarées augmentent effectivement, mais à l'inverse, **la consommation globale de bûches diminue fortement** (-25 % sur la période 2012-2017).⁴ Au global, les prélèvements de bois énergie ont donc plutôt diminué sur la période. Les granulés et plaquettes ne font pas l'objet de prélèvements directs en forêt mais sont des coproduits de la transformation du bois. La grande majorité du bois énergie est d'ailleurs issue des opérations de sylviculture de bois d'œuvre (éclaircies, coupes...) et du recyclage des déchets de bois.

Les forêts représentent un **puits naturel de stockage carbone** important, dont il convient d'optimiser le rôle. Il faut cependant **prendre en compte différentes échelles de temps**, entre urgence climatique et souci du long terme. En augmentant l'exploitation d'une forêt, le déstockage du bois et donc du carbone est important, et la forêt va mettre un certain temps pour reconstituer ce stock. Mais le bois exploité aura permis d'éviter de déstocker du carbone fossile, par substitution matériau ou énergie. Donc à court et moyen terme, le bilan carbone de l'exploitation forestière sera négatif, mais la tendance sera inversée et le retour carbone positif après plusieurs décennies.

Les stratégies à adopter en forêts doivent être **adaptées localement**, en fonction des caractéristiques écologiques des forêts, de leur âge, du type de propriétaires, du tissu économique local...

Les scénarios de prospective sur la forêt continuent de s'enrichir des travaux récents. Il subsiste encore des inconnues parmi lesquelles celle de **l'accroissement naturel des forêts**, dans un **contexte climatique** qui change rapidement et impacte les aires de répartition des essences. Les travaux de ROK FOR du RMT AForce envisagent qu'en 2100 la forêt méditerranéenne gagnera la majeure partie du territoire métropolitain et que certaines essences enregisteront une mortalité sans précédent. Ces phénomènes vont fortement modifier l'organisation de la filière, en fonction de notre **niveau d'adaptation** : soit en **réaction aux chocs**, avec d'importants volumes de bois déperissant à traiter dans la filière ; soit dans une **approche pro-active**, en essayant d'anticiper par une sylviculture dynamique adaptée.

S'il est possible que d'importants volumes de bois soient disponibles d'ici 2050, il est très probable à long terme que les ressources en forêt soient très fortement impactées avec une diminution du stock sur pied.

Plusieurs scénarios contrastés ajustent le curseur entre les niveaux de prélèvements de bois et les niveaux de consommation pour atteindre la neutralité carbone. Les versions 2016 et 2017 des scénarios négaWatt et Afterres2050 proposent un futur sobre avec un niveau de prélèvements important, avec un recours massif à la biomasse dans la transition énergétique et aux matériaux biosourcés. Mais l'avancée des connaissances, autant en matière de bilan carbone de la sylviculture et des produits bois, qu'en matière de vulnérabilité des forêts au changement climatique invite à réévaluer ces scénarios.

Le débat est ouvert pour construire une vision nationale partagée.

⁴ Étude sur le chauffage domestique au bois - Solagro pour l'ADEME - 2018

Solagro en deux mots

Solagro est une entreprise associative qui met son expertise au service des transitions agroécologique, énergétique et alimentaire.

Son équipe pluridisciplinaire d'ingénieurs, énergéticiens, agronomes... aborde de manière systémique les défis qui pèsent sur le vivant et sur l'environnement, dans une vision d'ensemble et de long terme.

Forte d'une expérience de 40 années, Solagro intègre des compétences d'ingénierie, de recherche appliquée et de formation qui se complètent et s'enrichissent mutuellement pour la construction et la mise en œuvre de stratégies, de plans d'action, de projets concrets inscrits dans les transitions agricole, énergétique et alimentaire.

Sur le terrain, Solagro accompagne les agriculteurs et les coopératives (agroécologie, préservation de la biodiversité, projets de méthanisation, production et économies d'énergies...) et les collectivités territoriales (Plan Climat Air Énergie Territorial, Projet Alimentaire Territorial...)

Côté recherche, Solagro participe à des programmes européens qui favorisent le partage d'expériences et l'innovation, notamment sur l'adaptation agricole au changement climatique, la recherche autour des bioressources et de la bioéconomie, l'agroécologie et la biodiversité en agriculture...

Pour animer le débat public et partager les savoirs, Solagro a créé et anime des plateformes en libre accès : www.osez-agroecologie.org, www.herbea.org... et met à disposition des outils d'animation collective. L'association dispense des formations dans tous ses domaines d'expertise : agroécologie, biodiversité, adaptation au changement climatique, méthanisation. Elle intervient également dans les instances de concertations, les rencontres citoyennes, les médias et organise ses propres rendez-vous : universités, colloques ou webinaires pour partager et mettre en discussion ses résultats.

Pour en savoir plus

- Le site de Solagro : www.solagro.org
- Afterres2050 – [Le scénario \(actualisation 2016\)](#) / Afterres2050 – [Le résumé](#)
- Le site de l'IDDRI : www.iddri.org
- TYFA - [Le scénario \(2018\)](#) / TYFA - [Actualisation 2019 \[EN\]](#)

Partenaires du projet



avec le soutien de :



Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme

Contact presse

Aurélie Delage – Responsable communication Solagro

Mail - aurelie.delage@solagro.asso.fr / Tél – 06 47 67 12 49

Crédit photo : © Solagro / E. Loreaux